

NUMERICAMP

Grand Arras, territoire humain et connecté

16 avril 2024

Artois Expo



LIVRE BLANC

Artois Expo
Avril 2024
Mardi 16
Journée complète + soirée

Une **journée d'échanges** qui a permis de présenter la stratégie numérique communautaire de la CUA et de la décliner dans plusieurs ateliers ou tables-rondes.

Un espace partenaires au format « salon », **vivant et orienté solutions** pour découvrir, apprendre et s'inspirer.

Une soirée inspirante de **partage d'expériences**, qui engagera le débat sur les enjeux numériques actuels et futurs grâce à l'intervention de « grands témoins ».

FICHE D'IDENTITÉ

16
04
20
24

EN CHIFFRES

450 visiteurs

36 partenaires exposants

57 intervenants

4 tables-rondes thématiques : Inclusion numérique, Cybersécurité, Numérique éco-responsable, Amélioration du cadre urbain.

1 plénière d'ouverture lors de laquelle les grandes orientations de la feuille de route de la stratégie numérique 2024-2030 de la CUA ont été présentées (L'IA et la Data au cœur de 4 axes stratégiques complémentaires : Le Numérique pour rapprocher les personnes, l'Innovation pour préparer l'avenir, le Numérique pour protéger et sécuriser, le Numérique pour faire rayonner le territoire)

1 plénière de clôture consacrée à l'IA au service des collectivités et du citoyen

2 ateliers : Fresque du numérique + Cyber-Attaque

2 émissions TV avec la chaîne régionale Wéo.

Émission 1 : [L'Intelligence Artificielle dans notre quotidien](#)

Émission 2 : [Cybersécurité, le nouveau combat](#)

Émissions à voir et revoir sur weo.fr/emission/on-vous-en-dit-+/

Plénière d'ouverture

- Nicolas DESFACHELLE, Vice-Président CUA & Maire de Saint-Laurent-Blangy
- François FLAHAUT, Secrétaire adjoint à la Préfecture du Pas-de-Calais

1^{ère} émission TV WEO « On vous en dit + ! » : L'Intelligence Artificielle

- Mickael AUDEGOND, Conseiller délégué à l'usage du numérique et à la stratégie digitale - CUA
- Alexandre TEMPLIER, Co-Fondateur - Groupe Quinten
- Marc-Antoine DELBARRE, Docteur spécialiste en médecine interne - CHU Lille
- Thierry RIGAUD, Directeur régional - INETUM
- Adel LABLACK, Responsable de l'IA - Viziosense (Euratechnologies)

Table-Ronde 1 : L'inclusion numérique

- Evelyne BEAUMONT, Adjointe au Maire en charge de la Transition Numérique et Référente Numérique - Ville d'Arras
- Maureen SEARLE, 1^{ère} Adjointe et Référente Numérique - Commune de Mont-Saint-Eloi
- Emmanuel LALOUX, Président - Down Up
- Anthony TIMMERI, Dirigeant - Mon assistant numérique Artois
- Florent RENAULT, Conseiller Numérique - France Services
- Salomé MONCLAIRE, Cheffe de projet LaCollecte.tech - Emmaüs Connect

Atelier : Cyber-attaque

- Atelier porté et animé par le Campus Cyber Hauts-de-France.

2^{ème} émission TV WEO « On vous en dit + ! » : La Cybersécurité

- Nicolas DESFACHELLE, Vice-Président CUA & Maire de Saint-Laurent-Blangy
- Ahmed SOUAF, Conseiller délégué à la Protection des données et des libertés informatiques, de la Prévention du numérique et de la Cybersécurité - Ville d'Arras
- Laurent THELLIER, Directeur - CESI
- Florence PUYBAREAU, Directrice des opérations - Campus Cyber HdF
- Gérard CORAL, Adjudant-chef - Gendarmerie Nationale
- Ludovic HENZE, Product Manager Cybersécurité - ARAMYS
- Damien BANCAL, Journaliste - ZATAZ

Table-Ronde 2 : Le numérique éco-responsable

- Déborah DELALIN, Adjointe au Maire en charge de la réussite éducative & référente numérique - Achicourt
- Jean-Thierry HARMEGNIES, Conseiller Municipal et référent numérique - Beaurains
- Guillaume ROCHETTE, Directeur Général - UBICITÉ
- Yannick DEBAS ou Didier MERITEL, Chargé de projet - DECIMA
- Thomas BERTANIER et Olivier GUILBAUD, Responsable et chargé de missions objets connectés - USEDA ROC
- Fabrice DOUEZ, Directeur - La Fibre Numérique 59/62

Atelier : Fresque du Numérique

- Atelier ludique et collaboratif animé par l'Université d'Artois.



Table-Ronde 3 : La Cybersécurité des collectivités et des entreprises

Table-Ronde animée par la Mission Transition Numérique - Région Hdf

- Christine STROBBE, Directrice DMSIT - CUA
- Hugo LONGUESPE, Délégué à la sécurité numérique des Hauts de France - ANSSI
- Fabrice LERIQUE, Chargé de mission - Région Hauts-de-France
- Vincent VANHERPE, Lieutenant-Colonel - Gendarmerie Nationale
- Loïc BARBOTTE, Commissaire - Police Nationale
- Jacques EL AHMAR, Responsable adjoint - CSIRT / CITC
- Cédric DIÉVART, Responsable du service Usages Numériques et Informatiques (UNI) - CD62

Table-Ronde 4 : L'amélioration du cadre urbain

- Mickaël AUDEGOND, Conseiller délégué à l'usage du numérique et à la stratégie digitale - CUA
- Françoise ROSSIGNOL, 1ère Vice-Présidente en charge des mobilités, transports et des grands projets - CUA
- Stéphane DELABRE, Directeur Général des Services - CUA
- Jean-François MALESKA, Responsable de l'incubateur - EURASENIOR
- Léo GEORGEL, Commercial - HEXADONE
- Thierry SUZANNE, PDG - SEV-E
- Christopher REANT, Responsable Commercial Nord-Est - AXIONE
- Maxime FOULON, Responsable d'Affaire Adjoint - AXIANS
- Jean-Marc LORIOT, Directeur Général Adjoint - Mairie de Calais

Plénière de clôture : L'IA au service des Collectivités et du Citoyen

- Alexandre CHAFFOTTE, Responsable du programme R&D - Pôle de Compétitivité CAP DIGITAL
- Audrey MAUREL, Avocate associée - INLO Avocats
- Alain BOURCIER, Vice-Président Nevers Agglomération - Vice-Président MISSION ECOTER
- Sarah AMRANI, Directrice - Ethik-IA
- Yann FERGUSON, Docteur en sociologie - INRIA
- Koussée VANEECKE, Présidente du Directoire - Euratechnologies
- Nicolas DESFACHELLE, Vice-Président CUA & Maire de Saint-Laurent-Blangy
- Frédéric LETURQUE, Président de la Communauté Urbaine d'Arras



1 jour **d'inspiration, d'échanges** et de **partages** avec l'ensemble des acteurs du territoire pour faire le point, partager une vision et mettre en œuvre notre stratégie numérique.

ESPACE PARTENAIRES

Plus de **30 structures** se sont mobilisées pour offrir aux visiteurs des démonstrations, des animations, des rencontres enrichissantes !



#INTELLIGENCE #ARTIFICIELLE
 #SOLUTIONS #CYBERSÉCURITÉ #CADREDEVIE
 #DATA #SANTÉ #MOBILITÉ #OBJETS #CONNECTÉS
 #ROBOTIQUE #STRATÉGIE #TERRITOIRE #RÉSEAU

PLÉNIÈRE OUVERTURE

Intervenants :

Nicolas DESFACHELLE, Vice-Président CUA & Maire de Saint-Laurent-Blangy

François FLAHAUT, Secrétaire adjoint à la Préfecture du Pas-de-Calais

Nicolas DESFACHELLE

Ce NUMERICAMP, c'est l'occasion pour l'ensemble de l'écosystème du territoire, tous les élus des communes de la CUA, mais aussi des acteurs économiques, de la santé, de l'éducation, d'échanger sur un sujet qui les concerne tous d'une manière ou d'une autre.

Tout comme les enjeux du climat, de la mobilité, de l'habitat ou encore de la santé, le numérique est un enjeu incontournable pour les collectivités locales. Nous avons décidé cette année de faire un focus sur l'intelligence artificielle. Face à ce vaste défi, il sera nécessaire de participer à l'échange, de questionner, s'acculturer, comprendre, tout en faisant preuve d'humilité.

« **Le NUMERICAMP, ce n'est pas qu'un évènement, il s'agit aussi d'actes fondateurs.**

La 1^{ère} édition nous a permis de nous approprier la question **collectivement**. Nous sommes aujourd'hui dans des sociétés très silotées, les gens ne se parlent plus, on ne se parle plus, ce temps collectif était donc très important. Il nous a également permis de mettre en œuvre **des outils très concrets pour qu'il y ait de moins en moins de gens éloignés du numérique**. Nous avons aujourd'hui une trajectoire, pour éduquer, se former, non pas au monde de demain, mais au monde d'aujourd'hui ! Quand on évoque l'Intelligence Artificielle, ce n'est pas une question d'avenir, **c'est maintenant !**

Pour autant, nous sommes parfois un peu distants avec ça. Il faut donc aujourd'hui que cela devienne **un sujet collectif**, pour se partager les outils et avancer ensemble. La force du collectif sera primordiale dans ce travail.

Il y a eu aussi un travail d'écriture, pour donner naissance à la stratégie numérique.

Nous étions dotés, depuis 2018, d'une feuille de route numérique qui faisait l'état d'un diagnostic. Il nous fallait cette fois-ci aller plus loin.

Pour ce faire, nous avons d'abord organisé un temps de travail avec les élus et les référents numériques pour faire remonter les questions qu'ils se posaient autour des usages numériques.

Afin de garantir un fonctionnement en transversalité et non en silos, nous avons ensuite constitué un groupe de travail interne dont l'objectif était **d'échanger sur les pratiques à l'intérieur d'une collectivité**.

Enfin, nous avons aussi réuni nos partenaires afin de se poser les bonnes questions : **Quels sont les enjeux ? Quelle trajectoire prendre pour ne laisser personne sur le côté ?**

À partir de là, nous avons continué à avancer ensemble, cela a abouti à la définition d'enjeux qui ont été abordés tout au long de cette journée :

- **Le numérique pour rapprocher les personnes**
- **L'innovation pour préparer l'avenir**
- **Le numérique pour protéger et sécuriser**
- **Le numérique pour faire rayonner le territoire**

L'ambition de cette seconde édition du NUMERICAMP, c'est de placer l'IA dans ces sujets, c'est de faire en sorte que le territoire soit aux rendez-vous, **nous avons une responsabilité en tant que collectivité, en tant qu'élus, d'être présents sur ces enjeux.**

François FLAHAUT

Un territoire qui se met en mouvement collectivement, à l'échelle de l'Etat, on regarde ça avec admiration, et je tiens à remercier tous ceux qui ont travaillé en ce sens. Tout cet écosystème doit ouvrir les yeux sur les **opportunités offertes par le numérique**, mais aussi les conséquences en termes de sécurité.

Nos concitoyens ne se saisiront des opportunités offertes que s'ils se sentent rassurés pour leur sécurité.

Il ne se passe pas une semaine sans que l'on apprenne que telle ou telle structure a été l'objet d'une cyber-attaque. Cela crée un climat anxigène **auquel il faut répondre de façon sereine et organisée**.

L'Etat s'est modernisé sur ce sujet, et se modernise encore. On a par exemple les maisons France Services qui permettent aujourd'hui à nos concitoyens éloignés du numérique de mener toutes leurs démarches, je pense notamment aux publics seniors.

Comme sur l'environnement, nous devons être présents. Ces sujets ne doivent pas être juste débattus dans une assemblée, mais partagés avec la population. **Ils doivent être saisis par le plus grand nombre.**

Crédit photo : CUA



Mais nous n'accompagnons pas que les plus « déconnectés », contrairement à ce que l'on peut croire. On peut avoir l'impression à tort d'être à l'aise avec le numérique et en réalité se jeter dans la gueule du loup, **c'est le cas d'un certain nombre de jeunes**. Sur tous ces sujets, vous allez pouvoir compter sur l'Etat.

Le numérique, c'est un **investissement majeur que l'Etat fait pour protéger nos infrastructures**, pour éviter les failles, les instabilités. Car aujourd'hui, on ne peut pas se permettre de laisser des vulnérabilités. On ne peut pas développer le numérique sans penser à ces sujets. On sait à quel point nos organisations sont dépendantes du numérique, et cette dépendance sans sécurité, c'est une fragilité majeure.

Je tenais à vous féliciter pour l'organisation de ce forum pour à la fois **rassurer** tout le monde, mais aussi pour aller **capter les opportunités**.

La France doit être au rendez-vous de cette révolution. Le sujet bouge, il faut se tenir au courant et saisir avec sagesse les opportunités, sans foncer tête baissée. Ce n'est pas l'affaire de spécialistes, c'est l'affaire de tous.

TABLE-RONDE 1

L'INCLUSION NUMÉRIQUE

Intervenants :

Evelyne BEAUMONT, Adjointe au Maire en charge de la Transition Numérique et Référente Numérique - Ville d'Arras

Florent RENAULT, Conseiller Numérique - France Services

Anthony TIMMERI, Dirigeant - Mon assistant numérique Artois

Emmanuel LALOUX, Président - Down Up

Salomé MONCLAIRE, Cheffe de projet LaCollecte.tech - Emmaüs Connect

Maureen SEARLE, 1ère Adjointe et Référente Numérique - Commune de Mont-Saint-Eloi

Evelyne BEAUMONT

À la CUA, cela fait plusieurs années que nous mettons en place des choses très concrètes pour favoriser l'inclusion numérique, de façon large. L'inclusion numérique, cela consiste à faire de « l'aller-vers », aller chercher les personnes les plus éloignées du numérique et les accompagner dans la prise en main de cet outil, mais aussi de les autonomiser. L'enjeu pour nous c'est d'être armés pour accompagner ces publics. L'État nous a aidé en cela avec le financement des conseillers numériques.

Je pense que c'est d'abord aller chercher les gens les plus éloignés du numérique. Le numérique a pris une grande place, le dispositif nécessite que l'on soit bien armé. L'état nous a aidé en cela en mettant les conseillers numériques en place, dont 3 dans la ville d'Arras, et trois autres pour la CUA. **Leur mission consiste à se déplacer dans les communes, surtout les plus rurales car la proximité géographique est très importante.** En ça, on a toute notre utilité pour lutter contre la fracture numérique.

« L'inclusion numérique, cela consiste à faire de « l'aller-vers ».

Les publics aussi sont variés, on pense directement aux seniors, mais il y a aussi les jeunes, les personnes porteuses de handicap, les personnes qui ne sont pas équipées, et notre volonté et de ne laisser personne au bord du chemin. Bien entendu, **chaque public a ses spécificités dans l'accompagnement.**

Sur la CUA, on pense beaucoup au public senior. La génération de seniors n'est pas née avec le Numérique, il faut former, rattraper, aider, tellement de choses se font via le numérique. Si on ne les accompagne pas et on ne les forme pas, ils prennent de la distance, ils s'isolent, ils prennent du retard sur les démarches administratives.

Il faut y aller doucement, il faut répéter, il ne faut pas s'égarer sur des choses trop complexes. **L'attention à porter, c'est de prendre en compte le public en face de soi. Tout le monde n'est pas à même de comprendre tout de suite car le numérique évolue très vite.**

Face à cela, il y a aussi des jeunes, qui utilisent le numérique quotidiennement, souvent pour les divertissements, **mais qui ne savent pas réellement utiliser l'outil, sans se l'avouer.** Par exemple, ils ne savent pas faire un C.V. digne de ce nom, ils ne savent pas nécessairement faire des recherches correctement, il y a un travail de fond à mener avec ce public, et on voit que l'Éducation Nationale prend ce sujet très au sérieux. Et nous avons aussi des Conseillers Numériques très investis dans leurs missions.

Les jeunes utilisent le numérique quotidiennement, mais ne savent pas réellement l'utiliser.

Florent RENAULT

Les conseillers numériques France Services, c'est un dispositif mis en place par l'état en 2020. Notre mission, c'est de combattre l'illectronisme sur les territoires. L'idée n'est pas de faire à la place des gens, mais de rendre autonome l'utilisateur sur l'outil numérique.

Très concrètement, nous proposons des ateliers thématiques, des ateliers libres, et tout type d'animations susceptibles de mobiliser et de permettre un transfert de compétences.

Sur la CUA, notre public principal reste le senior et les demandeurs d'emploi. **Dans ce souci d'autonomisation, on ne s'occupe pas que des démarches administratives.** On part sur des choses très simples, la souris, le clavier, mais aussi des sujets d'actualités, les mails frauduleux, la parentalité numérique, le cyberharcèlement.

Nous intervenons dans une quinzaine de communes. On intervient dans des lieux de vie, des médiathèques, des mairies, on échange avec des techniciens de la commune et un on établit **un programme d'actions propres au public rencontré.**

La jeunesse n'est pas notre cible prioritaire, mais on a déjà mené des actions auprès de ce public, sur le sujet du cyberharcèlement et du temps d'écran. On a travaillé avec des écoles, 3 ou 4 fois. On a eu des bons retours, les communes ont apprécié.

Les jeunes, c'est en effet un public spécifique. On a des personnes qui sont nées dans le Numérique et qui ne le maîtrisent pas, il y a parfois de la honte, il est important de leur permettre d'aller au delà.

Anthony TIMINERI

Nous sommes sur un territoire qui a besoin d'une logique d'inclusion de manière générale, et donc d'inclusion numérique. Par chance, nous sommes aussi sur un territoire qui a la volonté de travailler en bonne intelligence et de co-construire.

Nous partageons cette volonté de travailler pour les usagers du territoire,

trouver la meilleure approche pour nos publics. **On crée ensemble de véritables parcours d'accompagnement,** qui permettent à des personnes de partir d'un point A pour les diriger au plus proche d'un point B, **qui est l'autonomie.** Le premier travail, c'est de caractériser le point A, et c'est même la plus grosse partie du travail.

« Une fois les besoins identifiés, on doit faire du cas par cas, on construit le parcours.

Accompagner des groupes de personnes, ça veut dire avoir un groupe de gens qui n'ont pas les mêmes envies, les mêmes attentes, les mêmes besoins, les mêmes capacités d'apprentissage vis-à-vis du numérique. Il faut trouver la bonne alchimie pour que les choses se passent bien.

J'ai en tête un exemple d'une association de seniors que nous avons accompagné à Maroeuil. Nous avons commencé notre accompagnement par un test de compétences en amont, pour préciser le point A. Puis nous avons mis les individus en groupes selon le niveau. Le sujet n'est pas évident pour les seniors, alors il est primordial de faire en sorte, lors des séances, qu'ils ne se sentent pas lugués, ou qu'ils s'ennuient, de les garder mobilisés tout au long de l'accompagnement.

Les seniors ont gagné en assurance et en confiance en eux face à l'outil numérique.



Quantitativement parlant, nous avons vraiment vu les scores s'améliorer. Et qualitativement, les seniors ont gagné en assurance et en confiance en eux face à l'outil numérique. Sur des choses qui peuvent nous paraître simple, comme ouvrir sa session Impôts.gouv, mais qui demandent en réalité de connaître des principes de base vis-à-vis de l'outil, et des réflexes liés à ces plateformes. **Réussir un accompagnement nécessite de mettre les gens dans de bonnes dispositions.**

Au sujet de l'IA., beaucoup plus technique, **c'est l'objet de craintes, mais aussi d'espoir, d'euphorie.** Nous sommes encore au balbutiement de ce que nous pourrions en faire ! Tout dépend des orientations structurelles qui la régissent (cadre juridique, éco, éthique). Je pense que ça peut être un véritable tremplin.

Je compare l'émergence de l'IA à l'émergence de la radio. La transmission sans fil a représenté un bon technologique à l'essor des sociétés. Comme toute innovation de rupture, elle va engendrer tout une grappe d'autres innovations, comme le smartphone, mais fois cent.

« Pour l'instant l'IA est générative, mais bientôt elle sera créative. »

Pour la rendre inclusive, il faut la rendre accessible. **Si on met l'IA au service de la pédagogie et de la formation, c'est un pas de plus.** L'impact dans la vie des personnes que l'on cible peut-être très direct mais aussi très simple ! Le fait de dire « Dis Siri, met un minuteur de 10 minutes », cela peut faciliter la vie aux personnes qui ont des difficultés techniques avec l'informatique.

Emmanuel LALOUX

Le sujet de l'inclusion touche en effet les seniors, les jeunes, les personnes non équipées. Elle touche aussi un public auquel on pense moins : Les personnes en situation de handicap.

Chez Down Up, nous avons fait le pari de permettre aux personnes à handicap cognitif de vivre une vie en autonomie classique dans le droit commun, le monde ordinaire. On accompagne des adultes dans leur vie, l'habitat, le travail, la citoyenneté. En 2011, on a créé la première résidence inclusive de France. Les parents ont très vite senti de l'inquiétude vis-à-vis de leur proche, leur enfant, pour leur sécurité.

On a donc collectivement construit une application. En se posant la question, **comment une solution numérique peut être un outil d'intégration des personnes dans la vie quotidienne ?** Cette application crée un réseau, autour de la personne, avec les aidants, les professionnels, les parents, afin de permettre à la personne

de vivre son autonomie mais aussi son auto-détermination.

Le bilan est tout à fait positif. Aujourd'hui, on s'aperçoit que le public que l'on accompagne est déjà inclus dans le numérique. Quand on leur présente l'outil, ils nous bluffent dans leur capacité à prendre l'outil en main. **Les effets positifs, c'est la mise en réseau.** Si une personne en situation de handicap arrive en retard au travail, son accompagnant peut s'occuper d'alerter l'entreprise. Si la personne rate le bus, son employeur est au courant, elle ne rate pas le bus « parce qu'elle est autiste », on justifie des éléments du quotidien qui arrivent à tous, et on brise le stigma.

Ce que l'on développe pour le handicap, c'est valable pour tous les autres publics.

La spécificité de ce public, c'est la vitesse que peut perdre une personne qui a besoin d'un peu de temps. C'est aussi une question d'interface. À la place de faire apparaître un numéro dans une liste de contact, on affiche la photo de la personne.

Et finalement, notre volonté est aussi intergénérationnelle. Si aujourd'hui on a tellement de problèmes avec les seniors, c'est très lié à l'accessibilité de l'outil, à l'interface. Ce que l'on développe pour le handicap, c'est valable pour tous les autres publics, car c'est une approche très complète. Notre richesse, c'est aussi d'avoir construit notre solution avec toutes les parties prenantes, pour répondre aux besoins de l'usage.

Salomé MONCLAIRE

Chez Emmaüs Connect, on a 10 ans d'expérience sur l'inclusion numérique, on a commencé en 2013 sur la connexion solidaire, un réel besoin des personnes accompagnées à l'époque, ensuite on s'est tourné vers l'accompagnement d'usage, avec la dématérialisation. Notre cible était les grands débutants du numérique.

Pendant le confinement, on s'est beaucoup penché sur la raison d'être d'Emmaüs, la réutilisation de la ressource numérique, de l'outil matériel. Pour nous, l'accès au numérique passe déjà par l'équipement. Ça a du sens parce que ça s'intègre dans une **démarche d'inclusion numérique.**

Notre métier consiste à collecter des équipements auprès d'entreprises, collectivités, associations professionnelles. Ces donateurs se sentent appartenir à la finalité du projet pour équiper des publics en précarité. Ensuite, on travaille avec des structures de l'ESS pour le reconditionnement, on travaille avec des chantiers d'insertion notamment, et des établissements adaptés.

Reconditionneur solidaire, c'est un métier tout nouveau. En les fédérant au sein d'un collectif, on travaille sur des questions très terre à terre de mutualisation des ressources, des pièces détachées notamment.

Ce n'est pas parce que les personnes sont en précarité qu'elles n'ont pas le droit à un service et du matériel de qualité.

Enfin, on gère la **distribution solidaire** : on déploie des parcours pour les publics qui en ont besoin, afin qu'ils aient accès à l'équipement, et soient formés à l'usage. En bout de chaîne, on a les structures de distribution. On distribue via un réseau de structures partenaires, on a des associations, des épiceries solidaires, qui peuvent faire appel à nous pour faire

une vente solidaire d'équipements. On diagnostique les besoins d'équipements des publics et on fait le SAV, puisque nos équipements sont garantis 2 ans. Ce n'est pas parce que les personnes sont en précarité qu'elles n'ont pas le droit à un service de qualité et du matériel de qualité.

Au niveau régional, 180.000 personnes n'ont pas de PC portable et n'ont pas les moyens. Ce sont des gens qui ont besoin de ces équipements. En région, on a entre 120 et 130.000 PC re-conditionnables. **Il y a une vraie opportunité, il y a une solution.**

Ce projet de filière solidaire est né dans les Hauts-de-France et on l'a essaimé dans d'autres régions. Cela nous a permis d'expérimenter plein de choses.

L'impact sur les publics accompagnés est énorme. Avoir un PC permet de continuer à pratiquer ce que l'on peut apprendre dans un atelier avec Florent par exemple. On ne peut pas pratiquer sans équipement. C'est deux choses qui sont interdépendantes pour pérenniser les compétences.

Maureen SEARLE

Le bilan des actions que l'on a mené avec tous les publics cités sont très positifs. Il y a plusieurs pistes pour aller plus loin avec les jeunes. Nous constatons néanmoins que dans les communes les plus rurales, les gens ont PEUR du Numérique. Dans toutes les solutions proposées, un des critères de succès c'est la proximité. C'est cette proximité qui vient démystifier un peu l'outil, et qui favorise ensuite l'engagement des personnes, dès lors, le numérique permet réellement d'améliorer le quotidien.

J'ai un exemple en tête, un atelier senior dans ma commune où, à la fin, les gens étaient tristes que cela se termine, ils en voulaient encore ! Si bien que des personnes d'un certain âge ont demandé un cadeau de Noël numérique, type PC, la fibre, un smartphone, etc.

C'est un succès total, nous sommes partis de la case -1, à une case +1. Le plus important était d'arriver à **amorcer l'envie de faire du numérique.** Nous avons une population assez âgée, qui a peur du numérique. Il a fallu combattre de ça et atteindre les personnes.

Un autre apprentissage majeur, c'est la façon de mobiliser. Les carnets de correspondance de l'école, ça n'a pas marché, on a essayé les flyers, ça n'a pas marché, et puis un jour, en sortie d'Église, j'ai pris le micro pour vanter les mérites du numérique. Très vite, une dizaine de personnes ont demandé des cours !

« Le secret de l'aller-vers, c'est le super local.

Lors de la première séance, silence complet, les gens venaient avec du matériel obsolète, il fallait vraiment reprendre les bases. Et puis progressivement, avec 5 séances de 2h en tout, **les participants étaient investis par le sujet et il fallait continuer**, il y avait

un vrai appétit d'en savoir plus. Le secret de l'aller-vers, c'est le super local.

Demain, si nous avons un autre enjeu, ce serait l'accessibilité des plateformes publiques. Les simplifier, pour ne pas noyer l'utilisateur d'informations inutiles, qui peuvent finalement freiner l'accès au droit, à la formation, etc.

**Ma proposition :
Pourquoi ne pas
intégrer le citoyen
à la construction de
ces plateformes ?**



Crédit photo : CUA

TABLE-RONDE 2

LE NUMÉRIQUE ÉCO-RESPONSABLE

Intervenants :

Jean-Thierry HARMEGNIES, Conseiller Municipal et référent numérique - Beaurains
Guillaume ROCHETTE, Directeur Général - UBICITÉ
Fabrice DOUEZ, Directeur - La Fibre Numérique 59/62
Yannick DEBAS, Chargé de projet - DECIMA
Thomas BERTANIER et Olivier GUILBAUD, Responsable et chargé de missions objets connectés - USEDAROC
Déborah DELALIN, Adjointe au Maire en charge de la réussite éducative & référente numérique - Achicourt

Jean-Thierry HARMEGNIES

La transformation numérique a transformé nos sociétés. Le numérique n'est pas une industrie immatérielle. Les serveurs, les infrastructures, les climatisations, elles, sont bien réelles. Ça consomme de l'énergie et des ressources. Lorsque l'on met ça en face de la hausse exponentielle du coût de l'énergie, cela constitue une vraie menace pour les collectivités, qui gèrent l'éclairage public. Dès lors, on pense à optimiser les dépenses énergétiques et on cherche des systèmes intelligents, et c'est là que l'IA peut entrer en scène. C'est une démarche d'amélioration continue, qui vise à réduire l'impact environnemental de nos usages numériques.

Pour autant, pour un élu, ce n'est pas nécessairement simple de passer au numérique éco-responsable en un claquement de doigt. En effet, la mise en place d'une solution numérique écoresponsable n'est pas évidente même si la commune est bien sensibilisée, **car n'importe quelle solution optimisée a un coût de conception, un coût d'installation, et un coût de fonctionnement et d'entretien.** Ces coûts là ne sont pas à prendre à la légère, et ils peuvent être rédhibitoire pour les plus petites communes.

Cependant, il y a de nombreux exemples d'aménagements relativement simples à mettre en place et qui peuvent générer d'importantes économies. Dans la commune de Beaurains, qui compte 6.000 habitants, nous avons décidé dans

le cadre de l'aménagement d'une médiathèque intercommunale, de nous équiper d'un outil de contrôle à distance pour les lumières et le chauffage, et donc les utiliser de façon intelligente.

Aussi, il est important de penser à son infrastructure numérique. Par exemple, centraliser les serveurs des différents services de la collectivité. Cela répond à un enjeu de sécurité informatique, mais cela contribue également à des économies d'énergie et donc financières.

Nous avons la chance d'évoluer sur un territoire avec des acteurs bien présents, ingénieux, qui ont des solutions, on les remercie et nous tenions vraiment à vous mettre en avant sur cette journée, et d'être à leur écoute.

Guillaume ROCHETTE

Ubicité c'est la filiale du groupe télécom Altitude, qui a 30 ans d'expérience dans le réseau fibre, et qui est donc dédié aux usages numériques pour les territoires connectés et durables. La fibre est un outil extrêmement puissant pour les collectivités, et notre travail consiste à venir proposer des usages innovants autour des infrastructures existantes.

Notre catalogue d'offres se divise en deux grands thèmes : Territoires connectés, où nous travaillons sur la limitation de l'usage des ressources, et environnement et espaces augmentés, où nous utilisons les caméras et l'intelligence artificielle pour faciliter la prise de décision dans

des situations dangereuses (par exemple crues, départ de feu, etc.).

C'est difficilement quantifiable encore aujourd'hui, mais cela a un impact très concret sur les habitants, sur le « vivre mieux ».



Aujourd'hui, on constate que tout le monde sait piloter des projets de façon purement financière, avec le fameux R.O.I. (Return on Investment, retour sur investissement). Chez Ubcité, on aimerait aussi **valoriser les externalités que l'on peut avoir**, vis-à-vis de l'utilisation des ressources, ou plutôt leur économie. C'est difficilement quantifiable encore aujourd'hui, mais cela a un impact très concret sur les habitants, sur le « vivre mieux ».

La donnée brute n'a pas forcément de valeur, l'impact vient de la matérialité de ce qu'on en fait.

Tout ce qui se mesure permet de développer des plans d'actions qui nous donnent beaucoup de pouvoir, nous donnent l'opportunité d'avoir de l'impact.

Le Numérique éco-responsable il peut aller très loin, on a aujourd'hui des capacités de captation de données qui peuvent mener très loin les impacts écologiques **quand ils sont pilotés intelligemment**. On parle de gestion de l'éclairage, du chauffage, des compteurs d'eau.

Cette ville connectée elle a aussi une application dans le monde rural pour la préservation de l'environnement, pour adapter les usages numériques responsables, pour avoir un impact environnemental d'autant plus visible, et superviser l'impact climatique sur les espaces naturels, sur la préservation animale.

Fabrice DOUEZ

La Fibre Numérique 59/62 c'est un syndicat mixte, nous sommes un acteur public créé par la Région et les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais pour déployer la fibre dans les communes rurales. Ce déploiement est terminé, on commence aujourd'hui à apporter des services au-delà de la fibre, pour les collectivités de petite taille. Notre leitmotiv est d'apporter de l'ingénierie pour ces petites communes. Nous sommes un tiers de confiance entre les offres du privé et les petites communes, et mutualiser.

Dans les offres de services que l'on propose, nous avons mis en place un démonstrateur, on se positionne sur le **SMART territoire rural**. Je peux vous parler d'un démonstrateur que nous avons mis en fonction dans le Ternois avec des cas d'usages de l'internet des objets. On a toujours le dilemme sur le retour sur investissement et le fait réel de mettre des capteurs absolument partout dans l'espace public. Il est important de trouver l'équilibre. Prenons l'exemple d'une aire de covoiturage pour laquelle nous souhaitons analyser les flux. Plusieurs façons de récupérer la donnée s'offrent à nous. Soit on met des capteurs à chaque place, soit on met une caméra qui observe le flux en entrées et sorties et qui permet de faire de la vidéoprotection. Il faut faire des choix, en lien avec la finalité de la donnée.

« **Ce démonstrateur a été l'occasion de réfléchir aux données les plus pertinentes à récolter pour assurer ce retour sur investissement.**

Concernant la sobriété, c'est un élément qu'on ajoute dans les contrats, les marchés. C'est l'éco-conception, avec des capteurs qui sont imaginés, réalisés au plus près des lieux où ils seront installés, les matériaux, la durée de vie... tout est pris en compte. **C'est un peu paradoxal car on installait du haut débit, maintenant on installe du bas débit pour favoriser la longévité des équipements.** La durée de vie devient un critère d'achat. Anticiper la fin de vie et la potentielle réutilisation des capteurs devient un sujet.

On essaie d'avoir une stratégie globale. Beaucoup de contrats se renouvellent

pour travailler sur les performances budgétaires. Il faut qu'on touche dans les collectivités, auprès des services usagers. Il y a de la pédagogie à réaliser, on nous dit souvent « je sais optimiser ma collecte de déchets » alors que notre outil nous permet d'aller encore plus loin.

Pour sensibiliser les élus, il faut aller et retourner dans les communes, c'est de l'humain. Il faut répéter et accompagner.



Le numérique éco-responsable, ce sont aussi de nouveaux métiers, de data analyst, d'energy manager, pour faire des outils numériques une aide à la prise de décision. Pour optimiser les coûts. Il faut avoir une approche pragmatique par usage. C'est là notamment que l'I.A. est pertinente car elle nous aide à évaluer.

Yannick DEBAS

Décima est une entreprise familiale implantée sur le territoire depuis 1970 et qui compte aujourd'hui 250 collaborateurs. Historiquement, nous proposons des solutions d'électricité, qui se sont agrémentées de solutions de téléphonie.

Vers 2010, nous nous sommes tournés vers le numérique pur avec la construction de 2 data centers, et depuis 5 ans, nous proposons des services de recherche et développement autour de l'efficacité énergétique. Dans le cadre de cette mission, nous utilisons beaucoup l'IA pour sa capacité à analyser. On travaille avec les acteurs locaux, on a cette proximité-là. Sur un de nos data center, on a utilisé des solutions de géothermie, geocooling, pour limiter l'impact environnemental de nos solutions.

Comment l'IA vient nous aider là-dedans ? Elle permet un pilotage de la donnée dans nos data centers. Toutes les données que l'on récolte est agglomérée dans ces derniers, l'IA vient alors pour gérer, piloter, contrôler des bâtiments dans le cadre de l'efficacité énergétique.

L'I.A., il faut la nourrir, elle n'a de l'intérêt que on lui donne constamment de la donnée. Dans la Gestion Technique de Bâtiment (GTB), cela nous permet d'imaginer une foule de données à évaluer pour piloter le bâtiment par rapport à son usage. L'I.A. détecte les usages de présences. Une personne qui arrive tous les jours à 8h, l'I.A. va allumer le chauffage à 7h30 pour économiser la ressource tout en optimisant le confort.

Cela dit, l'IA est un outil, pas une obligation. Elle va permettre d'être plus efficient au niveau de la prise de décision. On l'utilise aujourd'hui pour des bâtiments, on pourrait demain l'utiliser pour gérer des chantiers, des véhicules de chantier, il y a encore une foule d'usages à imaginer !

Thomas BERTANIER & Olivier GUILBAUD

L'USEDA, c'est l'Union des Secteurs d'Énergie du Département de l'Aisne. A la base, nous étions un syndicat d'énergie, créé il y a une centaine d'années, et chargé de distribuer l'électricité dans les collectivités ! Nos compétences ont ensuite évolué et nous avons agi, nous aussi, sur le déploiement de la fibre. Ce syndicat regroupe 792 communes sur l'Aisne, avec des typologies très rurales autour de 300 habitants, de petites collectivités.

« **L'impact, c'est en moyenne 30% d'économie d'énergie réalisée sur l'année.**

Sur le sujet de l'éco-responsabilité, on a souhaité dans un premier temps avoir une démarche très pragmatique. On est allé voir les élus pour identifier les besoins par rapport à leur patrimoine. Le premier sujet récurrent, leur éclairage public. 550 communes ont délégué la compétence et l'entretien de l'éclairage public à l'USEDA. Il fallait donc créer un outil permettant aux communes de diriger leur éclairage malgré le changement de compétence. Aujourd'hui, ces 550 communes utilisent notre outil. L'impact, c'est en moyenne 30% d'économie d'énergie réalisée sur l'année.

L'outil permet de gérer la programmation hebdomadaire de l'éclairage, mais aussi les événements exceptionnels, par exemple le 14 juillet, le maire va pouvoir

programmer des scénarios ou agir en direct pour couper l'éclairage juste le temps du feu d'artifice ou éclairer une zone particulière pour éviter les incidents.

Notre force, c'est que les élus soient nos adhérents, le lien est fait, el cadre de dialogue est posé, et nous sommes à leur service.



Dans les demandes, il y avait l'idée d'un outil **simple d'accès**. On ne devait pas former les élus à notre outil face au nombre de communes, **il fallait le rendre accessible et intuitif**. Sur la question des coûts d'investissement, il a fallu être ingénieux pour ne pas formuler de projet hors de portée de ces petites communes. Nous avons fait le choix de piloter notre solution à l'armoire, et pas au point lumineux, **pour justement faire des économies d'infrastructures, maîtriser les coûts**. Et cette échelle-là fonctionne car il y a un usage homogène de l'éclairage public sur ces communes, notamment en termes d'horaires.

Deborah DELALIN

Pour conclure ces échanges, je dirais que le numérique, c'est invisible mais c'est important. Ce NUMERICAMP, c'est un évènement que l'on avait réfléchi tous ensemble, c'est la concrétisation de notre travail.

Achicourt, c'est la deuxième ville de la CUA en termes de population, avec 8.000 habitants. On attaque à peine notre transition, numérique comme environnementale. On est sur un territoire qui se veut innovant, et qui innove. On aime travailler ensemble. Les mots comme mutualisation font écho.

Nous, en tant qu'élus, nous avons besoin de travailler main dans la main avec les acteurs du privé qui construisent des solutions toujours plus innovantes et à l'écoute de nos besoins.

Beaucoup de villes ont été forcées de « couper le robinet » pour des raisons

financières, l'impact du numérique éco-responsable, c'est de **pouvoir garder le robinet ouvert**, de garder l'éclairage, de le gérer en bonne intelligence. On a commencé la transformation, la CUA poursuit la transformation. Cela permet de réduire le coût pour l'habitant, et de **rendre aussi en partie à la nature ce qui lui revient**.

On ne peut pas y arriver tout seul, surtout pour les petites communes, on ne peut pas le faire sans la CUA. Déployer ces solutions à plus large échelle, cela rentre dans la stratégie qui sera présentée et qui sera implémentée dans les années à venir.

Il est aussi important d'avoir une ouverture sur l'IA. Exemple, on met en place des capteurs, mais disposera-t-on de la ressource humaine pour analyser toute la data ?

L'intelligence artificielle a aujourd'hui une vraie place à prendre dans la construction d'un fonctionnement au global qui se veut plus éco-responsable. Et en tant que référent numérique, cela fait partie des sujets au cœur de nos quotidiens, car la finalité reste le confort de nos concitoyens.



Crédit photo : CUA

TABLE-RONDE 3

LA CYBERSÉCURITÉ DES COLLECTIVITÉS ET DES ENTREPRISES

Intervenants :

Fabrice LERIQUE, Chargé de mission - Région Hauts-de-France
Hugo LONGUESPE, Délégué à la sécurité numérique des Hauts de France - ANSSI
Vincent VANHERPE, Lieutenant-Colonel - Gendarmerie Nationale
Cédric DIÉVART, Responsable du service Usages Numériques et Informatiques (UNI) - CD62
Jacques EL AHMAR, Responsable adjoint - CSIRT / CITC
Loïc BARBOTTE, Commissaire - Police Nationale
Christine STROBBE, Directrice DMSIT - CUA

Fabrice LERIQUE

Cette idée de regrouper ces personnes afin de parler concrètement de cybersécurité est née fin d'année dernière sur le constat que les petites communes ne savent pas à qui s'adresser pour avoir des infos sur la cybersécurité, pour se sécuriser, ou pour traiter un problème.

Nous avons donc décidé ensemble de chercher un moyen de présenter la vision globale à chacun. Avec cette table-ronde, nous vous proposons un panorama de la cybersécurité. De la qualification de la menace, aux façons de se protéger, à comment réagir en cas d'attaque...

Hugo LONGUESPE

La menace cyber a beaucoup évolué. Auparavant, les menaces étaient orientées vers les cibles les plus importantes, les opérateurs de services essentiels, les ministères. Aujourd'hui, elle est redescendue sur des acteurs moins sécurisés, plus vulnérables. La menace pèse principalement sur les PME, les TPI, les collectivités, les universités. Ce sont devenu des victimes potentielles, des victimes ciblées.

La finalité est lucrative, il s'agit de faire du chiffre, de soutirer de l'argent. L'objectif est d'utiliser les logiciels d'hameçonnage. On ne vous vise pas vous pour votre identité, mais plutôt car vous n'êtes pas protégé. L'auteur demande des rançons qui ne sont pas forcément des millions d'euros, mais des milliers. C'est parce que la rançon est moins élevée, plus accessible, que la personne est prête à payer pour rétablir sa sécurité.

Les périodes des évènements sportifs sont propices pour déséquilibrer les forces géopolitiques.

La NSSI a répertorié cette année plus de 3000 incidents et signalements, ça augmente d'année en année. Sur 2022, on observe une hausse de 30% de cette menace.

À l'approche des grands évènements sportifs, c'est « la période des soldes » pour les cyber-attaquants, car ils ont une grande marge de manœuvre. Ce sont des temps propices pour déséquilibrer les forces géopolitiques.

Car l'origine des menaces est très variée. On imagine le crime organisé, les nations, les activistes, **on a aussi des menaces moins visibles, mais à prendre au sérieux**. Dans le cas des entreprises, on a notamment des anciens collaborateurs, avec qui on est en mauvais terme, et qui pourraient venir supprimer des fichiers. Une cyber-attaque peut prendre des formes très simples, la suppression de fichier-clé en fait partie...

Vincent VANHERPE

Aujourd'hui, les entreprises ne sont pas seules face à ce risque, nous partageons le même constat pour les collectivités territoriales. Elles sont au cœur de nos vies, de nos territoires, et elles sont peu ou mal préparées à ce risque bien réel. Elles ont des données importantes qu'elles détiennent et qui intéressent les criminels.

Pourtant nous faisons preuve de peu de sensibilité face au phénomène car on se croit en dehors de la cible : **« pourquoi m'attaquer alors que je ne suis pas assez important ? »** Toutes ces entités ont quelque chose de riche et de revendable, c'est la donnée : le nom, le prénom, l'adresse, etc.

Pour se protéger, nous avons l'avantage de travailler en commun entre services, **Pour sensibiliser**, on explique qui est la menace, qui sont les victimes potentielles

(nous tous), et ensuite on a développé **des diagnostics de vulnérabilité** en termes de santé économique pour les entreprises, qui permettent de définir et avoir une photo générale de l'état de sécurité de l'entreprise face à cette menace.

Depuis fin 2012, nous déployons des prédiagnostics diagonaux. Avec un questionnaire destiné aux élus et responsables des charges administratives des collectivités, pour faire le constat de la maturité numérique de l'entité. Ce n'est pas un audit, c'est un constat. Il s'agit d'un service gratuit, public.

Cédric DIÉVART

Sur la question de la cybersécurité, l'enjeu est d'être au plus près des habitants et des collectivités. On organise des réunions spécifiques de sensibilisation. Les collectivités doivent arriver à un degré de maturité suffisant pour se protéger.

Les petites communes n'en ont pas forcément les moyens, dès lors se pose la question de la **mutualisation**. Il y a une foule d'acteurs sur le territoire pour être aiguillé, de telles sortes à construire ensemble des solutions. On a un territoire où on a de la chance, car les opérateurs travaillent ensemble.

Ne soyez pas effrayés par le terme cyber. On s'occupe de tout ce qui peut concerner votre environnement numérique. De façon très pragmatique, nous précisons comment sécuriser nos vies publiques, professionnelles et privées.

Nous menons un grand travail de sensibilisation pour les petites collectivités. Orange, Yahoo, Gmail..., **ce ne sont pas des plateformes sécurisées**. Il faut sécuriser des choses aussi simples que la messagerie. On parle alors d'hygiène numérique.

Concernant le RGPD, on accompagne les collectivités aussi sur ce sujet. On vous aide à tenir vos registres de traitement de données.

Il faut sécuriser des choses aussi simples que la messagerie. On parle alors d'hygiène numérique.



Jacques EL AHMAR

Quand on parle de cybersécurité, il faut se rendre compte que le risque zéro n'existe pas. Et même lorsque l'on a mis en place des protections, cela ne veut pas dire qu'une attaque n'arrivera jamais. C'est là que nous intervenons. Le CECIR est un centre opérationnel, c'est pour répondre à un besoin immédiat.

Selon la situation, les préconisations ne seront pas les mêmes. Il ne faut pas toujours débrancher l'appareil, car **cela risque de limiter la collecte de preuves** pour les services de police et de gendarmerie qui vont travailler par la suite.

Ensuite, il faut communiquer à ses clients, ses partenaires. Or, communiquer en urgence n'est pas toujours chose facile. Il faut dresser la liste des personnes à contacter, identifier le périmètre de l'attaque pour pouvoir l'expliquer.

Quand on parle de cybersécurité, il faut se rendre compte que le risque zéro n'existe pas.



Et enfin, il faut palier au problème, remédier l'incident. Si on n'a pas la compétence, il faut faire appel à des prestataires. Le CECIR référence les partenaires de proximité avec les garanties de confiance.

Les acteurs de territoires ont chacun leur spécificité selon le type d'attaque. Notre job c'est de faciliter la gestion de l'incident vécu par la victime, et minimiser les impacts de l'attaque.

Loïc BARBOTTE

Aujourd'hui, nous menons beaucoup d'actions de préventions vers les plus petites structures. Concrètement, pourquoi y a-t-il moins de cyberattaques de banques ou de grosses entreprises ? Car elles sont aujourd'hui hypersécurisées. Or ce n'est pas parce que la cible est de « petite taille » que le préjudice ne sera pas énorme.

Après une cyber-attaque, il ne faut pas confondre le policier qui est là pour traquer le hacker avec mesure de prévention ou de structuration. Quand on enquête sur des réseaux comme ça, ça demande

« 90% des enquêtes nous amènent vers l'international.

un travail de recherche technologique, trouver les « petits cailloux » que les auteurs de l'attaque peuvent semer derrière eux. Ces enquêtes sont complexes, et **90% des enquêtes nous amènent vers l'international**. Ce qui veut dire ; devoir travailler de façon internationale.

Il n'existe qu'un seul service de traitement cyber car c'est le cumul des éléments, et les mises en connexions, qui nous permettent de mieux comprendre les réseaux d'attaques et nous donnent une chance de les démanteler.

« Notre mission, c'est de rechercher les coupables, pas les données.

Une fois qu'on a copié les données, remettez-vous en lien avec la personne en charge de votre sécurité numérique. Si vous avez des données volées, notre travail ne consiste pas à les rattraper, ce n'est plus possible. **Notre mission, c'est de rechercher les coupables, pas les données.**

Enfin, pour répondre à une question très pragmatique : Si je suis attaqué, est-ce que j'ai le droit de payer, est-ce que je devrais payer ? Comme dans les films policiers, on ne paie JAMAIS. Vos données sont volées, que vous payez ou non, vos données seront vendues...

Christine STROBBE

Concernant la cybersécurité, la CUA a pris le sujet très au sérieux. Nous avons bénéficié de France Relance pour financer un audit de Cybersécurité organisé autour de la ville d'Arras. Cet audit nous a permis **d'évaluer le système d'infrastructures et d'identifier les failles** nous permettant d'imaginer de nouveaux chantiers à mener.

Aujourd'hui, nous sommes dans la seconde phase de cette relance. Le plan France Relance nous accompagne dans le **choix d'un logiciel de sensibilisation.**

Ce travail de sensibilisation est nécessaire car souvent, **les problèmes de cybersécurité viennent de mauvaises manipulations ou de mauvais usages qui pourraient être évités.**

Un exemple très fréquent est celui de la clé USB dont on ne connaît pas l'origine mais que nous connectons à notre ordinateur...

Au niveau de la CUA, nous menons un audit avec le même schéma mais nous souhaitons également mettre en place toute la sensibilisation nécessaire. Il faut comprendre que ce sujet ne concerne pas que les agents, mais aussi les élus.



Crédit photo : CUA

TABLE-RONDE 4

L'AMÉLIORATION DU CADRE URBAIN

Intervenants :

Mickaël AUDEGOND, Conseiller délégué à l'usage du numérique et à la stratégie digitale - CUA
Stéphane DELABRE, Directeur Général des Services - CUA
Jean-Marc LORIOT, Directeur Général Adjoint - Mairie de Calais
Christopher RÉANT, Responsable Commercial Nord-Est - AXIONE
Maxime FOULON, Responsable d'Affaire Adjoint - AXIANS
Jean-François MALESKA, Responsable de l'incubateur - EURASENIOR
Thierry SUZANNE, PDG - SEV-E
Léo GEORGEL, Commercial - HEXADONE
Françoise ROSSIGNOL, 1^{ère} Vice-Présidente en charge des mobilités, transports et des grands projets - CUA

Mickaël AUDEGOND

Associer numérique et cadre urbain, ça revient à se demander comment la donnée et l'I.A. peuvent être travaillées et déclinées sur différentes thématiques liées à l'espace urbain : la sécurité, la mobilité, les aménagements.

Il y a une dizaine d'années, on parlait de SMART City, ou de SMART Territoire, une thématique très en vogue. Cette SMART City devait nous aider à travailler la transition écologique grâce aux objets connectés. Cela nous a permis d'observer d'importantes innovations, comme à Buenos Aires, où des capteurs intelligents placés sur les bouches d'égout permettent de mieux gérer les risques d'inondations.

La donnée, aujourd'hui, c'est de l'or. Et elle peut permettre d'écrire des politiques publiques.



En parallèle, cela nous a permis aussi de voir que **chez nous, la population freine l'usage de ces objets connectés, par crainte**, comme le suggère l'exemple des compteurs Linky et de l'émotion qu'ils ont suscité.

Maintenant, ces objets connectés sont partout, et **ils produisent sans cesse de la donnée, dans des quantités astronomiques.** Or, la donnée, aujourd'hui, c'est de l'or, et elle peut permettre d'écrire des politiques publiques. Nous avons des outils d'analyse de plus en plus poussés, grâce à l'intelligence artificielle. Mais d'abord, **elle doit être nettoyée, et organisée** pour être analysée par l'intelligence artificielle, pour créer le lien entre les données et générer du savoir, une meilleure compréhension.

On est sur un territoire où il y a beaucoup d'acteurs qui se sont appropriés le sujet, qui ont développé des solutions innovantes, des solutions qui ont des impacts sur le quotidien des habitants. Cette table-ronde c'est aussi l'occasion de leur laisser la parole, et nous, référents numériques, nous tenions vivement à les remercier.

Stéphane DELABRE

Quand on est une Communauté Urbaine, il faut nécessairement intégrer le numérique dans nos outils de travail, et lorsque l'on veut améliorer le quotidien de nos concitoyens.

L'exemple le plus récent est le choix qu'a fait la collectivité de se doter d'une maquette numérique 3D mise à l'échelle de la CUA. C'est un outil intéressant et puissant car l'aménagement urbain a évolué.

Nous ne sommes plus dans une logique d'expansion, mais de **requalification de l'espace existant**, avec l'exemple des friches, des dents creuses à aménager. La maquette numérique 3D va permettre de se projeter, de faire comprendre aux différentes parties prenantes la qualité du projet. C'est un **outil de dialogue, de transparence avec les riverains**, qui peuvent avoir des craintes, et cela permet d'avoir une relation plus apaisée avec eux. Avoir une maquette numérique en 3D, c'est beaucoup plus ludique et accessible que lire un plan. C'est aussi un **outil d'aide à la décision**, puisqu'il nous

permet de mieux évaluer la qualité d'un projet lors d'un concours d'architectes ou lors d'une mise en concurrence.

Nous menons aussi un **projet de mutualisation d'espaces publics**. Dans une communauté de communes, il y a toujours des volontés pour chaque commune de disposer d'une salle des fêtes, de salles de sports, d'une bibliothèque, d'espaces publics, et tout cela a un coût élevé et pourrait en réalité être mutualisé.

Nous travaillons avec l'ADEME sur un logiciel nous permettant de recenser toutes les surfaces de salles disponibles sur un secteur géographique, et même des espaces privés, car nous avons beaucoup d'entreprises qui disposent d'espaces importants qui ne sont pas toujours utilisés.

Plutôt que de construire de nouveaux espaces, nous cherchons à mutualiser ces espaces et de fonctionner en bonne intelligence et faire des économies d'échelle.

Jean-Marc LORIOT

La ville de Calais a intégré l'intelligence artificielle dans un projet d'optimisation de ses infrastructures. Ce projet consiste à utiliser l'I.A. pour analyser l'état de dégradation de notre voirie communale, pour en faire découler un programme pluriannuel de nos interventions.

Il s'agissait pour l'équipe municipale de remettre à niveau l'ensemble du patrimoine de 250km de voiries, sur la durée du mandat. Après quelques recherches, nous avons donc décidé de travailler avec Vialytics.

Il s'agissait d'avoir un outil type application, simple d'usage, pour diagnostiquer l'état global des voiries, grâce à de la photographie. En circulant sur les 250km de voiries, avec un smartphone qui prend une photo tous les 4 mètres. Dès lors, c'est l'I.A. qui analyse les clichés, et les compare à un référentiel.

Après une nuit de traitement, on a une visibilité cartographique de l'ensemble de

la voirie. Cela nous a permis de montrer aux élus l'état de dégradation de la chaussée et de proposer des stratégies adaptées selon l'effort financier, **et ainsi optimiser les investissements**. L'intérêt majeur de l'outil est grande simplicité d'usage et de mise à jour. Cela peut être fait chaque année très rapidement.

L'I.A. est un outil très puissant d'aide à la prise de décision, à partir de scénarios formulés.

Nous avons aussi un second projet d'optimisation, le projet LUCA (Lumière Calaisienne). Il s'agit d'un projet autour de l'éclairage public et de la vidéo-protection. La volonté est de **moderniser notre patrimoine pour réaliser des**

économies d'énergies, et de faire en sorte de ramener dans ce projet de l'intelligence.

On utilisera le projet LUCA pour créer l'architecture d'un réseau de communication entre nos infrastructures d'éclairage public et nos bâtiments. Bien entendu, cela prendra aussi en compte le passage en LED, la télégestion en point lumineux, etc.

Christopher RÉANT

Chez AXIONE, nous sommes aménageur d'infrastructures numériques. On a notamment déployé le réseau fibre optique sur 25 territoires en délégation de services publics. On a historiquement développé notre service sur la partie radio, et plus récemment nous avons un services objets connectés.

Au sujet du cadre urbain, nos solutions impactent des sujets de mobilité douce et de sécurité. On développe des solutions d'objets connectés en permettant aux collectivités de les monitorer. **On parle ici de cas d'usages.**

Cela a été mentionné pour des sujets d'éclairage urbain, mais on peut projeter cela sur des sujets de collecte optimisée des déchets, les points d'apports volontaires, une collecte des données des

Ces solutions amènent une réduction de la délinquance.

Maxime FOULON

Chez AXIANS, nous pouvons dire qu'on fait du local, car nous sommes basés à Saint-Laurent Blangy. Notre cœur de métier tourne autour de la vidéoprotection. Bien entendu, nous accompagnons les collectivités dans des mises en place de solutions de vidéoprotection pour améliorer le cadre urbain via la sécurisation.

Ce que nous constatons avec l'I.A., c'est sa grande capacité à lier des contraintes que nous avons, collectivités, concernant l'optimisation de l'espace public. Ne serait-ce que sur la circulation, entre voitures, cyclistes, piétons, les sens de circulation, etc. C'est un outil très puissant d'aide à la prise de décision, à partir de scénarios formulés.

compteurs d'eau, les places de parking... les cas sont très variés.

Un projet d'optimisation d'infrastructure se fait en plusieurs temps. Tout d'abord, il y a un gros travail qui est fait **d'acculturation des territoires et des collectivités, des entreprises, sur les bienfaits économiques et sécuritaires** de cette optimisation. Cela leur permet de préciser leur besoin.

Le second temps, c'est celui de l'écoute, pour mettre notre expertise au service de ces territoires ou de ces entreprises. Dans la phase de construction du projet, nous nous chargeons du déploiement en gardant en tête la problématique de notre client.

Ce qui est appréciable pour les collectivités c'est la facilité de pilotage de ces outils. Le maire peut contrôler beaucoup de choses simplement à partir d'une application, et avoir donc une réponse immédiate à une sollicitation.

L'impact de ces solutions est divers et dépend du cas d'usage. Sur le volet cybersécurité, ces solutions amènent une réduction réelle de la délinquance et un sentiment de sécurité renforcée chez les habitants.

Au-delà de la délinquance, il y a les incivilités, notamment la lutte contre les dépôts sauvages, quand il y a des problèmes d'ordures qui pourraient être traités. Mais notre métier va au-delà de cela. La caméra est aussi un outil de collectes d'autres informations. On se sert de capteurs intelligents, compter le nombre de voitures, le nombres de vélos,

permettre la prise de décisions éclairées, par exemple pour l'aménagement des pistes cyclables. On pourrait avoir dans des parkings, le nombre de places disponibles à un instant donné. La CUA a d'ailleurs repris la compétence de la gestion de parkings.

La caméra est un outil de collecte de données. C'est elle qui détecte et prélève, de manière anonymisée de façon à respecter le RGPD. **C'est encore un humain qui interprète les résultats**, nous centralisons l'information et analysons ces statistiques.

Jean-François MALESKA

Les seniors sont souvent des publics ciblés par les politiques publiques de cadre urbain. Pour commencer, j'aimerais préciser ce qu'est un senior. On pense à une personne peu mobile, aux alentours de 85 ans, mais non. On est senior à partir de 60 ans. Cela veut dire qu'être senior est une période de notre vie qui s'étale sur 30 ans et avec de la chance, sur 40 ans ! Les besoins ne sont donc pas les mêmes pour tous les seniors, car la tranche d'âge est vaste.

Chez Eurasenior, nous accompagnons des start-ups qui développent des solutions à destination des seniors. Parmi les questions que l'on se pose, c'est, faut-il constamment créer de nouveaux produits ou de nouveaux services spécifiquement pour les seniors ? Ou faut-il plutôt créer des produits « universels », à savoir, designer un produit pour l'ensemble de la population ? En se disant, si ça fonctionne pour un senior, alors ça fonctionnera pour presque tout le monde.

Thierry SUZANNE

SEV-E c'est une Entreprise À Mission qui s'est donné pour mission de vulgariser et donner l'accès à la donnée via des objets connectés pour nous permettre de minimiser notre impact, consommer nos ressources naturelles de façon pragmatique, consommer mieux.

On peut le constater sur cette table-ronde, quand on parle de cadre urbain, il y a une foule de solutions proposées,

Ce que l'on remarque, c'est que certaines collectivités ne se servent des caméras que pour la vidéo surveillance, alors que ce sont des outils géniaux de collecte de données. Mettre en place une caméra ça a un certain coût qui n'est pas optimisé, c'est une solution encore largement sous-exploitée. L'I.A. doit nous permettre demain d'aller encore plus loin dans l'analyse instantanée.

Concrètement, nous accompagnons aujourd'hui un projet qui s'appelle ScootMobil et qui a cette volonté de **permettre à des seniors en perte de mobilité de regagner de l'autonomie en ville**. Ce sont de petits véhicules autonomes qui n'existent quasiment pas en France. Ils sont aujourd'hui sur des modèles de location de flottes avec des usages particuliers dans des musées, de grands magasins, etc.

Pour les seniors, l'I.A. constitue une très belle opportunité. Elle permet de faciliter la vie aux personnes âgées, dans cette logique d'universalisme, et de comprendre qui elle a en face d'elle, et en capacité de « s'effacer » si besoin.

Une personne de 30 ans n'aura probablement pas besoin d'être aidée dans la prise en main d'un outil numérique, auquel cas l'I.A. pourra se faire discrète. En revanche, avec une personne âgée, l'I.A. pourrait être plus présente pour accompagner. Et donc elle doit comprendre qui est son interlocuteur.

qui sont pertinentes. Mais à nos yeux, il manque un lien entre la donnée et sa lisibilité, **pour la rendre utile**. SEV-E, via un outil très simple d'utilisation, veut rendre cette donnée utile, et ne pas faire de l'I.A. juste pour faire de l'I.A.

Notre objectif est d'avoir un territoire connecté. SEV-E, c'est donc une **plateforme interopérable**, qui permet à toutes les technologies de dialoguer

entre elles. Pour prendre l'exemple de l'éclairage public, **l'usage n'a pas évolué aussi vite que les technologies**.

Nous avons donc énormément d'outils qui fonctionnent différemment et ne communiquent pas entre eux. L'adoption de ces nouvelles technologies se fera si on les rend interopérables, qu'elles puissent communiquer entre elles, via un logiciel unique. Beaucoup de solutions ont été développées par des ingénieurs pour des ingénieurs. Je ne me vois pas partager la même solution technique à la CUA qu'à un territoire du Sud de la France. **Les besoins, les cultures ne sont pas les mêmes.**

Finalement, notre solution permet de mettre la technologie au service des territoires, on est un facilitateur de compréhension et d'accès à la donnée, quelle que soit la donnée et quel que soit le cas d'usage.

Nous voulons rendre les territoires humains et durables. **Réduire notre impact** sur l'environnement, minimiser les empreintes énergétiques de territoires **et optimiser leur fonctionnement** opérationnel.

Léo GEORGEL

Chez HEXADONE, nous ne sommes pas producteurs de données. L'idée c'est de s'appuyer sur nos partenaires, pour permettre à un territoire de prendre de la hauteur grâce à une lecture innovante des chiffres.

Nous allons donc collecter de la donnée partout où elle peut être collectée, et ensuite faire une analyse poussée. **Une donnée seule ne va pas nous dire beaucoup de choses**. Elle pourra nous renseigner sur un phénomène, mais son potentiel reste limité et contextualisé. Cependant, **en faisant dialoguer des données** qui, a priori, n'ont pas toujours de liens entre elles, on peut découvrir des choses vraiment intéressantes.

Par exemple, sur l'éclairage public, nous pourrions **adapter l'intensité selon la météo**. Une journée pluvieuse, peut-être que ça aurait du sens d'allumer l'éclairage, à faible intensité, pour assurer une meilleure visibilité. À l'inverse, une nuit de pleine lune, il n'est peut-être pas

Il faut être très réactif, on est sur un marché qui évolue très rapidement. La technologie doit être évolutive, c'est une nouvelle mentalité et une nouvelle façon de penser. C'est un changement de métier pour les fournisseurs de solutions, mais aussi pour les collectivités.

Nous voulons rendre les territoires humains et durables.

nécessaire d'éclairer à forte intensité.

De la même manière, **on peut optimiser les collectes de déchets** en analysant des données variées sur les points d'apports volontaires : à quel point sont-ils fréquentés, quel est le taux de remplissage, mais également la taille du camion ? Jusqu'où pourrions-nous aller dans le parcours pour collecter le plus de points d'apports possibles.

L'I.A. doit nous aider ici à identifier de nouvelles corrélations entre les données. Les possibilités d'évolutions sont assez extraordinaires, car notre outil est encore jeune et nous ne connaissons pas encore toutes les données qui peuvent dialoguer entre elles.



Françoise ROSSIGNOL

Pour commencer, je voudrais vous partager quelques questionnements. Je me mets constamment du côté des utilisateurs. Pour moi, ce qui est important, c'est que ce soit simple, et que le numérique ne se voit pas.

Je pense que c'est ce que nous mettons aujourd'hui en place sur le sujet des mobilités, dans la collecte des données. Aujourd'hui, on a la billettique pour compter l'usage, savoir où les gens montent, descendent, etc. Je pense à d'autres données qui pourraient être croisées, notamment la météo, pour **mieux comprendre son influence sur la façon dont les gens se déplacent**, et donc prévoir pour offrir un meilleur service à nos concitoyens.

« L'idée est d'intégrer tous les systèmes pour permettre l'intermodalité et surtout la mutualisation entre les collectivités.

Le deuxième point, c'est la **facilité**. Avoir par exemple un seul type de billets pour tous les utilisateurs. On y a pensé à la région avec la carte Pass'Pass. L'idée est d'intégrer tous les systèmes pour permettre l'intermodalité et surtout la mutualisation entre les collectivités. Or, ce n'est pas simple, cela a pris du temps, pour être compatibles avec le réseau lillois, par exemple, nous avons eu de nombreuses difficultés.

Cette application a très bien réussi cette simplification de l'information.

Sur le sujet de la mobilité, l'application mobile a aussi bien évolué, dans la mesure où avec la géolocalisation, elle vous donne des itinéraires selon le mode de transport, avec des modalités très large, le tout, dans une interface très simple. Alors que communiquer sur les transports, ce n'est pas simple, car il y a la carte, le tableau double-entrées, les noms des stations, etc. Cette application a très bien réussi cette simplification de l'information.

Enfin, nous utilisons l'application ARTIS, couplée à Géovélo, pour enregistrer les fréquentations des cyclistes pour nous permettre de réaliser des **aménagement cyclables les plus pertinents**.

Tout l'enjeu pour nous, et pour les utilisateurs, est d'avoir un outil facile d'accès, mais avec des données protégées, qui appartiennent à la collectivité.



Crédit photo : CUA

PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

AU SERVICE DE LA COLLECTIVITÉ ET DU CITOYEN

Intervenants :

Alexandre CHAFFOTTE, Responsable du programme R&D - Pôle de Compétitivité CAP DIGITAL
Yann FERGUSON, Docteur en sociologie - INRIA
Sarah AMRANI, Directrice - Ethik-IA
Alain BOURCIER, Vice-Président Nevers Agglomération - Vice-Président MISSION ECOTER
Koussée VANEECKE, Présidente du Directoire - Euratechnologies
Audrey MAUREL, Avocate associée - INLO Avocats
Nicolas DESFACHELLE, Vice-Président CUA & Maire de Saint-Laurent-Blangy
Frédéric LETURQUE, Président de la Communauté Urbaine d'Arras

Alexandre CHAFFOTTE

Cap Digital, est un de plus gros pôles de compétitivité, à dimension nationale et européenne, dédié à l'innovation numérique et écologique qui rassemble un collectif de 850 membres.

Notre cœur d'activités est de faire émerger des projets collaboratifs pour faire de l'innovation numérique ambitieuse. Un de nos focus est d'améliorer la décarbonation du numérique. On mobilise aussi l'innovation comme levier de transition écologique des industries de service mais aussi des territoires et collectivités.

Quizz en direct

En moyenne, combien de projets sont présentés à GENCI (Grand Équipement National de Calcul Intensif) pour accéder aux supercalculateurs les plus puissants de France ?

PROPOSITIONS

A - 1 / mois
 B - 1 / semaine
 C - 1 / jour
 D - 3 / jour

RÉPONSES DU PUBLIC

4,5%
 9,1%
 22,7%
 63,6%

Pour commenter la question posée, en effet, GENCI reçoit en moyenne 3 projets par jour, et c'est une bonne nouvelle puisque ça montre **l'appétence en termes de développement de projets IA**.

Et donc, qu'est-ce que cela peut bien nous dire sur l'IA. ? Ça nous dit tout simplement que c'est un fait social total, par un processus social général et global d'automatisation des tâches intellectuelles, alors qu'auparavant cela concernait les tâches manuelles.

Parmi les exemples, dans les collectivités, ça peut être de l'IA générative, du texte à texte, du texte à image, pour faciliter les tâches du quotidien, de l'assistance rédactionnelle classique. Ou encore de l'assistance à la recherche dans un corpus documentaire large. Mais il y a aussi un **versant analytique**, à partir des données, pour faire de l'aide à la décision et au pilotage de politique publique.

Avec cette variété d'usages qui arrivent, il y a donc une foule de nouveaux projets qui émergent, et qui font de l'IA. un phénomène de société.

Yann FERGUSON

Une question qui nous anime beaucoup, c'est comment l'I.A. va nous transformer en tant que société, dans nos façons de travailler, et d'interagir. La sociologie s'intéresse donc naturellement à ce sujet. La sociologie c'est une discipline née au 19^{ème}, lors des révolutions industrielles. Elle est ainsi très en lien avec les transformations technologiques, des révolutions des façons de travailler. On a toujours fait le lien entre technologie, travail et vivre ensemble.

Sur le sujet de l'I.A., on peut qualifier l'I.A. comme technologie d'application générale, qui implique des transformations globales pour tous les métiers. C'est un « fait social total », il va faire bouger l'économie et donc le lien social aussi.

C'est le rôle de la sociologie d'essayer de comprendre ces transformations. L'impact sur les compétences, sur les formations, les modes de management. L'I.A. est prête à faire bouger tous ces éléments importants pour nos modes de vie et nos identités.

Aujourd'hui, où en est l'I.A. vis-à-vis de la société ? Et où en est la société face à l'I.A. ?

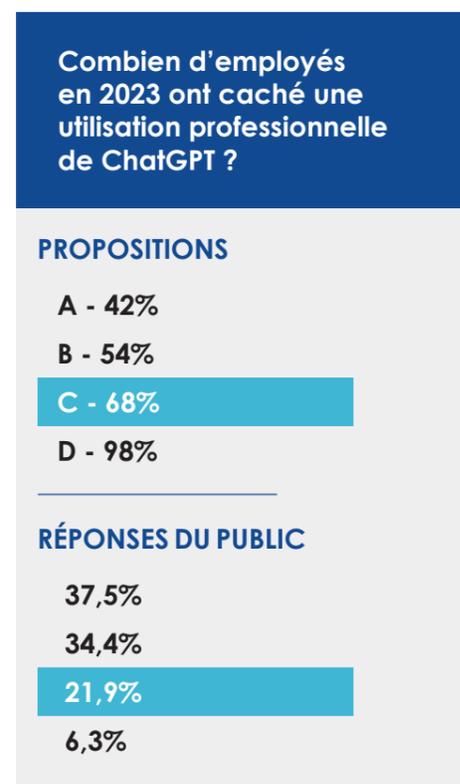
Il y a cette emprise d'un imaginaire dystopique, cette idée que la créature va échapper à son créateur, le syndrome de Frankenstein, qui est **un syndrome très européen**. En Asie, ce sont d'autres mythes, d'autres histoires qui vont créer une autre anthropologie, une autre vision de l'I.A. Je pense à Astroboy, un personnage de bande dessinée. Il s'exile suite au rejet qu'il subit de son créateur, mais au final il revient pour sauver la Terre.

Ces histoires participent à une **vision des évolutions technologiques qui est différentes de chez nous**. En Orient, l'I.A. est déjà intégrée dans le quotidien, alors qu'en Occident, c'est encore très lié voire cantonné au monde économique et industriel, et il est plus difficile de l'autoriser dans sa vie quotidienne.

« **Les enjeux sont la cybersécurité, des enjeux environnementaux, des enjeux de démocratie, avec ce que l'I.A. peut générer comme désinformation, et dont on ne parle pas assez.**

Sur le sujet de la société face à l'I.A., on est vraiment dans cet imaginaire de l'univers dystopique, qui a tendance à beaucoup préoccuper **notre vision face aux sujets de demain, au détriment des sujets d'aujourd'hui**. Parce que, on a besoin de se le rappeler, elle permet de traiter des sujets très immédiats. Cet univers fait écran de fumée, on nous dit que la menace c'est Terminator, alors qu'en vérité, les enjeux sont la cybersécurité, des enjeux environnementaux, des enjeux de démocratie aussi, avec ce que l'I.A. peut générer comme désinformation, et dont on ne parle pas assez.

La responsabilité pour les collectivités aujourd'hui, c'est de **ne pas entrer dans une trajectoire de dépendance à l'I.A.** Par le passé, nous sommes devenus dépendant de la voiture, de certaines formes d'énergies, et on voit aujourd'hui les efforts immenses qui sont à fournir pour essayer d'en sortir. **L'I.A. doit rester un outil et non une finalité**, car nos sociétés ont beaucoup de mal à faire retour arrière. **La question finalement, c'est comment construire cette trajectoire responsable ?**



Quiz en direct

Concernant ce chiffre, c'est un fait extrêmement important. Il faut savoir qu'avant l'arrivée de ChatGPT, l'I.A. c'était un projet d'employeur, avec cette **promesse de libération envers des tâches répétitives**. Avant ChatGPT, seuls 1% des actifs pouvaient dire utiliser l'I.A. dans leur travail. Avec cette arrivée massive de l'I.A. générative, pas moins de 20% des actifs peuvent l'utiliser quotidiennement. **On est donc passé d'une I.A. d'employeur à une I.A. d'employé**, c'est-à-dire que les employés ont embarqué clandestinement l'I.A. dans leurs pratiques, et ce sont désormais les employeurs qui appuient sur le frein afin d'essayer de mettre un cadre de protection, parce que, même pour eux, les cadres d'usages ne sont pas clairs.

Laisser un cadre de liberté à ses collaborateurs peut avoir ses effets positifs aussi, car cela leur laisse le champ créatif pour imaginer les usages de l'I.A. et de nouvelles façons de booster la productivité. Cela a d'autant plus un effet positif que cela vient d'eux directement et pas de la hiérarchie. L'enjeu est donc de créer un cadre suffisamment sécurisant pour laisser à ses collaborateurs la liberté de s'approprier l'outil pleinement.

Sarah AMRANI

Quiz en direct

Quel est votre sentiment vis-à-vis des outils d'intelligence artificielle avancés tels que ChatGPT ?

1 : très très négatif ; 10 : très très positif

Note moyenne : 6/10

Cette note moyenne est plutôt positive, et assez représentative des statistiques que l'on peut trouver. Dans le dernier rapport de la Commission de l'Intelligence Artificielle, remis au Président de la République le mois dernier, nous pouvons lire que 77% des Français voient les outils de l'I.A. de façon positive. Mais en même temps, **68% des Français considèrent qu'il faudrait faire une pause dans l'innovation et dans le développement de ces solutions.**

La vision positive vient principalement de l'impact concret de ces outils dans nos quotidiens, nous sommes nombreux à pouvoir utiliser ChatGPT, **c'est un outil désormais accessible, et qui nous permet d'éviter des tâches chronophages ou pénibles.**

Les craintes sont elles aussi liées aux potentialités de ces outils, de plus en plus innovants. On a peur de ce qu'on ne connaît pas, de ce côté « I.A. forte ». Le côté science-fiction, et cette idée qu'elle pourrait devenir autonome...

Quiz en direct

Selon vous, quel pourcentage de métiers pourraient être remplacés par l'I.A. dans un pays comme la France ?

PROPOSITIONS	RÉPONSES
A - 5%	7,7%
B - 17%	23,1%
C - 35%	46,2%
D - 62%	23,1%

La réponse est liée aussi à la perception que l'on a de l'I.A. Il y a une question de démystification de l'IA, dans la sphère professionnelle.

Comment démystifier ?

Il faut déjà identifier ce qui différencie l'intelligence humaine de l'intelligence artificielle. La première question c'est celle de la **conceptualisation**, que l'I.A. est incapable de faire. Les sujets comme l'affect, le contexte, la morale, l'I.A. en est dépourvue et l'intelligence humaine gardera tout son sens. Sur l'exemple de la santé, l'IA peut apporter des éléments de diagnostics, **mais il ne doit s'agir que d'un outil**. L'humain doit prendre conscience de la valeur de sa compréhension, de son diagnostic et **de sa responsabilité**.



Ethik-IA, c'est initialement un collectif académique et citoyen qui s'interrogeait sur les questions éthiques de l'IA. Nous sommes devenus une entreprise. On accompagne aujourd'hui les professionnels de la chaîne de valeur de l'IA. (surtout en santé). Notre accompagnement se fait autour des questions d'éthique, juridique, de conformité de l'IA., et du cadre réglementaire. Notre mission, c'est de proposer des méthodologies de supervision de l'IA qui soient performantes, pour aboutir à une amélioration constante de l'IA.

Parmi les défis que nous avons identifiés pour les élus, le premier qui apparaît est la formation. La formation à l'IA., à toutes ses potentialités, on revient sur les questions de démythification. Un élu qui est formé, c'est un élu qui sait en parler à nos concitoyens pour travailler l'acceptabilité. Car ce sont leurs données qui vont permettre d'alimenter les systèmes.

Le deuxième point est la gouvernance, via les collèges de garantie humaine, pour se poser les questions stratégiques quant au déploiement de l'IA. Cette gouvernance peut se faire avec les citoyens aussi, c'est l'idéal.

Enfin, le dernier point est la conformité. Cartographier les outils existants, sur quels secteurs l'IA. est-elle déjà présente ? Quelle est la nature de l'outil ? C'est un lourd travail à faire pour avoir pleine connaissance de sa gestion de l'outil.

Alain BOURCIER

Nevers Agglomération a une histoire un petit peu particulière avec l'IA. puisque nous faisons partie des rares collectivités qui ont décidé de vraiment s'approprier le sujet.

Faisons une rapide recontextualisation historique : Nevers, en 2014, c'était un territoire un peu désespéré, avec une fuite des petites industries vers l'Asie, et donc une hausse du taux de chômage.

L'IA. nous a permis d'économiser sur l'année 200.000 m³ d'eau.



Pour passer de l'envie, à cette logique de projet, c'est une question de vivre son époque de manière naturelle.

Pour se protéger, nous avons un réel besoin de créer des **comités de « sages »**, composés d'élus, de sociologues, de citoyens, d'experts, pour se questionner en permanence.

Le développement rapide de l'IA. amène son lot de risques pour les collectivités et les concitoyens. Des risques d'attaques, des risques de pertes de données. Je suis intimement convaincu que ces comités doivent apparaître ailleurs, pour travailler l'usage de la data et l'IA., c'est un enjeu démocratique.

Nous avons alors décidé de nous tourner vers le numérique. Aujourd'hui, c'est notamment l'IA. qui gère le réseau d'eau de Nevers Agglomération, ce qui nous a permis d'économiser sur l'année 200.000 m³ d'eau.

Pour les collectivités, l'IA. est vraiment devenu **un outil d'aide à la prise de décision et un complément à l'expertise humaine** qui facile à mettre en place avec une vraie plus-value.

Koussée VANECKE

Sur l'IA., on entend bien cette transformation, chez nous il y a les start-ups Tech. innovantes, qui se sont saisies du sujet. Sur ce que j'observe dans les 300 start-ups de notre écosystème, il y a deux types d'usages. Soit c'est un outil constitutif du produit, soit c'est un outil d'optimisation du produit, de l'efficacité opérationnelle.

Pour donner un exemple sur les Start-ups qui utilisent l'IA. au cœur de leur solution, nous en avons une au sein d'Euratechnologies qui propose une simplification des démarches douanières, à partir de la classification des produits, et dont l'outil permettra de faire de la détection d'anomalies sur une base de données documentaires.

Cela dit, cela amène des difficultés spécifiques. **D'abord un frein financier**, ces solutions demandent d'avoir accès à des ressources de calcul importantes pour que la solution soit fonctionnelle. Certaines start-ups doivent payer 20.000€ par an pour avoir accès à des calculateurs.

Le second frein, c'est autour de la cybersécurité. On a eu une start-up qui n'a pas été retenue car elle souhaitait s'implanter dans un grand groupe de défense parce qu'elle utilisait des briques de technologies d'OPEN AI. Cela soulève un enjeu de propriété intellectuelle et de protection des données.

Audrey MAUREL

Je rejoins ce qui a été dit sur cette dualité autour de l'IA, elle fascine mais elle fait peur aussi. Pour ma part, j'accompagne les collectivités dans leurs projets d'infrastructures numériques, de territoires intelligents, de connectivité pour améliorer le lien et la vie des citoyens.

L'enjeu pour les collectivités, c'est de voir comment et dans quel cadre juridique on peut utiliser l'IA., quels sont les apports du règlement européen sur le sujet. Il faut que l'IA. soit un atout maîtrisé, car du point de vue du concitoyen, c'est la sécurité qui inquiète, **du point de vue de l'agent, c'est la qualité de l'emploi.** J'invite les collectivités à réfléchir à l'utilisation de l'IA. qu'elles veulent faire, dans le secteur envisagé, dans la finalité envisagée. Il y a encore des secteurs sensibles dans lesquels l'IA. est très réglementée, je pense à la vidéoprotection ou à la santé.

La troisième difficulté, c'est de faire partie d'une communauté qui veut échanger sur les progrès réalisés, tout en conservant toujours une longueur d'avance les uns sur les autres.

« L'Intelligence Artificielle appelle l'Intelligence Collective.

Pour les start-ups qui utilisent l'IA. pour leur efficacité opérationnelle, ce sont sur des questions de contact avec le client, animation des réseaux sociaux, avec des posts ou des réponses générées et postées automatiquement. Il y a des sujets de marketing, de prospection commerciale, avec des scénarios d'e-mail proposés par l'IA., voire même des **business model complets challengés par l'IA.**

Ces technologies changent également les façons d'accompagner ces start-ups. Dans notre modèle classique, nous organisons fréquemment des conférences descendantes. Dans ce sujet de l'IA., c'est plutôt de l'apprentissage de pairs à pairs, où les experts font partie de la promo finalement. Et ce sont les rencontres et le partage d'expériences qui leur permettent d'aller toujours plus loin, nous devenons le garant du cadre de ces rencontres. Dès lors, l'intelligence artificielle appelle l'intelligence collective.



Car c'est l'exécutif en priorité qui prend la responsabilité, car la volonté d'usage de l'I.A. vient d'abord de lui. La responsabilité de l'organisme ne peut venir que s'il y a un défaut de conception de l'outil, un défaut algorithmique. Si c'est un usage mal adapté, dans un cadre non réglementé, ou dans un usage sans garde-fous techniques, c'est l'exécutif ou le co-traitant selon le cas. D'où l'importance de la formation, de l'acculturation, et du suivi de l'usage.

Nicolas DESFACHELLE, Vice-Président CUA & Maire de Saint-Laurent-Blangy

Sarah AMRANI, Directrice - Ethik-IA

Frédéric LETURQUE, Président - Communauté Urbaine d'Arras

Thierry CARDINAEL, Président - EXAECO (animateur)

Alexandre CHAFFOTTE, Responsable du programme R&D - Pôle CAP DIGITAL

Koussée VANEECKE, Présidente du Directoire - Euratechnologies

Yann FERGUSON, Docteur en sociologie - INRIA

Alain BOURCIER, Vice-Président Nevers Agglomération - Vice-Président MISSION ECOTER

Audrey MAUREL, Avocate associée - INLO Avocats

Visio
Présentiel



Crédit photos : CUA

MERCI

[Nicolas DESFACHELLE](#)

Tout d'abord, merci pour la qualité des interventions, nous avons pu vraiment prendre de la hauteur sur cette journée.

L'idée était de mettre tout le monde à niveau sur des sujets qui nous concernent tous mais que l'on ne connaît pas forcément tous de la même manière. Nous voulions permettre de l'appropriation.

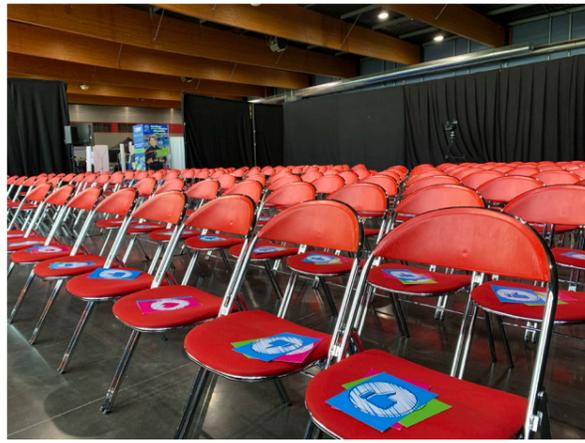
Nous ne sommes qu'au début de la nouvelle trajectoire numérique du territoire, et cela va nous permettre de continuer à co-construire et co-élaborer demain.

Merci aux 57 intervenants de cette journée, sur les tables-rondes, sur les ateliers. Merci.

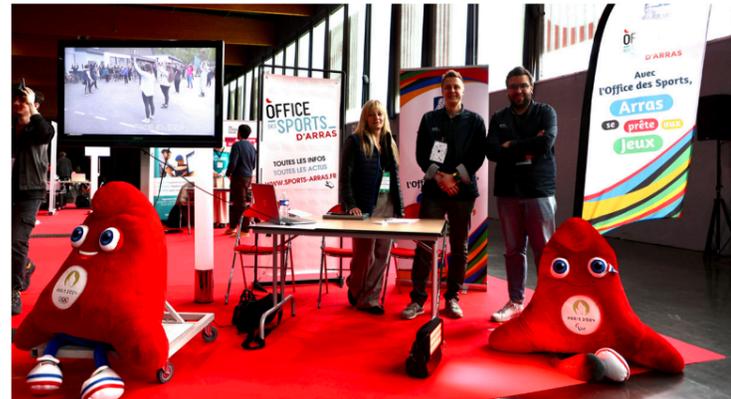
[Frédéric LETURQUE](#)

Cette journée d'aujourd'hui, comme celle d'il y a deux ans, et celles qui auront lieu dans les prochaines années, partagent cette même vocation de nous mettre à niveau, mais surtout de faire que l'on n'ait pas peur de se lancer dans cette aventure qui, dans tous les cas, viendra toquer à notre porte.

Nous avons le choix de rester dans le monde d'avant, ou d'avancer dans le monde d'après, en maîtrisant notre destin. Et pour cela, il faut en permanence se dépasser.



Crédit photos : CUA **RETOUR EN IMAGES**



NUMERICAMP

Grand Arras, territoire humain et connecté

CUA

Jean-Luc DUFLOS
jl.duflos@cu-arras.org

EXAECO

Thierry CARDINAEL
thierry@exaeco.fr